



Contribution de MLP à la Consultation Publique

CONSULTATION PUBLIQUE

Du 13 décembre 2024 au 22 janvier 2025

**Rémunération des marchands de presse : révision des
modalités de calcul et de perception des majorations
de taux de commission des marchands de presse**

13 décembre 2024

Le projet de décision, soumis à consultation, concerne d'une part, la baisse des seuils de chiffre d'affaires sur lesquels est calculé un complément de rémunération ou plus communément nommé sur-commission et d'autre part, l'intégration dans la commission de base des différents dispositifs de compléments de commission.

1- Baisse des seuils de chiffre d'affaires

L'Arcep propose de baisser ces seuils pour tenir compte de la baisse du chiffre d'affaires de la presse vendue au numéro. C'est la deuxième décision concernant les seuils, si elle est légitime et non discutée par les acteurs, on peut néanmoins regretter que dans les valeurs soumises à consultation par l'Arcep, il ne soit pas tenu compte des augmentations des prix de vente publics pratiqués par les éditeurs de manière sensible depuis plusieurs années.

Il serait souhaitable que ce facteur soit intégré dans les réflexions de l'Arcep. En effet, nous rappelons que les diffuseurs de presse sont des mandataires qui perçoivent des commissions ad valorem sur les ventes TTC réalisées pour le compte des éditeurs. Un mécanisme d'indexation systématique visant à maintenir la « rémunération » des mandataires peut avoir un effet négatif sur le marché en augmentant la charge supportée par les éditeurs.

2- Intégration dans la commission de base des différents dispositifs de compléments de commission

Le dispositif proposé par l'Arcep est conforme aux propositions de MLP et largement partagé par l'ensemble des acteurs. Le délai de mise en place est également conforme aux nécessités opérationnelles. Nous n'avons pas d'autres commentaires sur cette partie de la décision.



3- Périmètre de la décision

L'Arcep rappelle, dans cette décision, qu'elle concerne la métropole et les DROM. Nous rappelons à l'Arcep que les DROM sont traités comme de l'export et que les SADP ne connaissent pas les diffuseurs avec qui elles n'ont aucun contact direct. La diffusion export et DROM est confiée à des distributeurs qui sont les seuls interlocuteurs des diffuseurs de leur zone. Le mécanisme de sur-commission n'est donc pas techniquement applicable aux DROM.

4- Réflexion générale sur la négociation en cours sur le commissionnement des diffuseurs

Ce sont les éditeurs qui supportent les commissions des diffuseurs. Les recommandations de l'Arcep sur une fourchette d'augmentation concernant uniquement les diffuseurs spécialisés et les kiosques auraient un impact très important sur le marché et pourraient créer un choc d'offre si des impositions trop élevées étaient décidées par le régulateur. Il faut donc laisser les acteurs s'entendre entre eux et éviter de donner des préconisations de taux d'augmentation aléatoires et non réalistes.

Fait à Paris, le 20 janvier 2025